

Guy Debord sur l'incendie du « 5-7 »

Un jour d'automne un peu humide, un peu cru, un peu mucre comme on disait jadis, tu tombes sur un texte inédit de Guy Debord consacré à l'incendie du « 5-7 » à Saint-Laurent-du-Pont, où brûlèrent 146 jeunes de ton âge, le 1^{er} novembre 1970. Le texte devait figurer dans le n°13 de l'*Internationale Situationniste*, il n'a ressurgi que dans le volume des *Œuvres* de Debord publié chez Gallimard en 2006. Celui qui t'a prêté le livre a l'âge que tu avais en 1970. C'est un jeune homme qui lit, et même de gros livres difficiles, et qui semble les comprendre. Bref, c'est l'un de ces jeunes gens en voie de disparition.

La lecture de ce texte te rappelle ce samedi d'automne 1971, un an plus tard, où tu t'es rendu à Saint-Laurent-du-Pont avec tes copains, les parents et les amis des victimes pour protester contre l'incinération vive de ces 146 jeunes. Il y avait très peu de fatalité dans ce nouveau Bal des Ardents et beaucoup de causes criminelles. En résumé, ils brûlèrent parce que mieux valait que tous brûlent ayant payé leur entrée, plutôt que de courir le risque d'une seule entrée frauduleuse.

Ces choses sont détaillées dans le n°3 de *Vérité Rhône-Alpes* de novembre 1971 et dans le numéro « spécial 5-7 » du 4 novembre 1971 que tu vas feuilleter aux Archives départementales de l'Isère. « *Un an après Saint-Laurent-du-Pont on n'oublie pas ! À qui profite le crime. Pour une véritable justice populaire. Tous au procès à Lyon fin janvier. Les vautours des assurances. Les responsables, le maire, Pierre Perrin, le préfet Vaudeville, Uhrich, le secrétaire général de la préfecture. La création du 5/7 ou comment construire un piège ! Le tourniquet de la mort : payez ou mourrez ! J'ai perdu mon fils à Saint-Laurent-du-Pont. Le Dauphiné libéré ou comment masquer le crime. Lettre d'un copain. Il fait dire qu'avec un monde comme celui-là, la vie d'un jeune vaut moins que rien. On se demande si la civilisation devient barbarie mais une chose est sûre, c'est que nous ne voulons plus de 5-7 et nous veillerons à ça car nos copains, pour nous, c'est sacré... »*

Des bruits de racket et d'attentat ont circulé. Les patrons du « 5-7 » auraient refusé de payer. Les rumeurs désignèrent des truands du S.A.C. grenoblois, un patron de boîte rival et des Lyonnais, Louis Andreucci et Gavin Coppolani. Tu n'as qu'à lire la lettre adressée à ce sujet par Aimé Paquet, député giscardien de l'Isère, à Raymond Marcellin, alors ministre de l'Intérieur. « *Il est fort probable, pour ne pas dire certain, que le drame du 5-7 a été provoqué par la main des hommes. C'est un acte criminel. J'ai eu des confidences. Elles me paraissent dignes de foi. Mais nous entrons dans un domaine d'où l'on ne sort pas toujours vivant (...)* ». C'est dans le livre de Frappat, *Grenoble, le mythe blessé*, paru chez Alain Moreau en 1979. « *Une enquête policière rapidement menée, dit Frappat, transforma les impressionnantes certitudes d'Aimé Paquet, qui se fit ensuite l'avocat de la thèse de l'accident.* »

C'était un crime.

Non pas forcément au sens où un assassin aurait répandu et enflammé de l'essence, ce qui reste possible, mais au sens établi par le texte de Guy Debord, publié ci-après, et par ces quelques lignes de *Vérité Rhône-Alpes*. « *Le procès du 5/7 ; ce doit être d'abord le procès des loisirs, et de la vie que la société réserve aux jeunes. Si le samedi, ils cherchent des « bonnes boîtes », c'est parce que durant 6 jours ils ont dû mener une vie dingue. Dans les lycées, en 1971, les lycéens issus des classes modestes, sentent que l'usine est prête à les prendre, alors ils avalent un « savoir ». Interrogations, compositions, récréations, études et dortoirs se succèdent... Dans les usines, les jeunes bossent pour survivre, le travail est con, sans aucun sens ; mille fois les mêmes gestes, à des cadences accélérées. Le C.E.T., c'est l'usine plus le lycée... 6 jours de vie d'automate, 6 jours à apprendre bêtement, 6 jours réglés dans tous les détails, sans le temps de souffler, de penser ni de vivre. Le samedi soir, c'est une libération ! Mais là aussi, le fric attend ! Il faut payer pour se*

distraire, et se distraire comme l'ont prévu les patrons de boîtes. Cela ne peut plus durer, c'est à nous de prendre en main nos propres loisirs. Pas seulement de les faire moins chers, mais de les faire autrement et – pour cela - de changer les rapports entre nous. De toute façon, on ne pourra jamais vraiment vivre le samedi soir, si on ne vit pas aussi un peu durant la semaine. Créer nos loisirs, c'est d'abord refuser d'être magnétophones ou machines. » (Vérité Rhône-Alpes n°3, novembre 1971)

Tu frissonnais aux abords des ruines du « 5-7 », avec tes copains. Novembre, au pied de la Chartreuse, c'est le deuil de toute façon. Ça sent la mort, la terre, le bois pourri. On ne savait trop quoi faire. On est rentré chez nous. On a fait autre chose. Quarante ans ont passé. Tu sais tout, tu te souviens de tout, comme d'un instant à l'autre, mais cela ne sert à rien, de moins en moins que rien. Tu sens de moins en moins aussi, serein comme sous sédatif. Il faut avoir l'âge des morts de Saint-Laurent-du-Pont pour sentir vivement. Tant pis, tu n'es pas fâché de cette anesthésie partielle qui te laisse à distance, lucide, débordant de présent antérieur, aussi précis qu'inutile, mais plaisant comme un thé à cinq heures.

Sur l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont

Par Guy Debord

L'embrasement instantané du dancing de Saint-Laurent-du-Pont, où 146 personnes furent brûlées vives le 1^{er} novembre 1970, a certainement causé une vive émotion en France, mais la nature même de cette émotion a été fort mal analysée, sur le moment et depuis, par les multiples commentaires. On a, bien sûr, relevé la carence des autorités à propos des consignes de sécurité : un peu partout, celles-ci sont bien conçues et minutieusement rédigées, mais les faire respecter serait une tout autre affaire, car effectivement appliquées elles entraveraient plus ou moins gravement la réalisation du profit, c'est-à-dire le but exclusif de l'entreprise, tant sur les lieux de production que dans les diverses usines de distribution ou consommation des loisirs. On a aussi noté le caractère dangereux des matériaux modernes, et la propension des horribles décors à devenir décors de l'horreur : « On sait que le plafond en polyester, le revêtement en matière plastique des murs, les sièges gonflables, ont brûlé comme de la paille et coupé la retraite des danseurs, les surprenant dans leur course contre la mort » (*Le Figaro*, 2-11-70). Cette fois-ci les loisirs de l'ennui ont révélé, peut-on dire, un cas extrême et localisé de la pollution générale, et de son prix. Au-delà de ce mécontentement courant envers les spécialistes, solidaires, qui se réservent le monopole de la protection de la société comme celui de la construction de tous les édifices, beaucoup ont été sensibles à l'horreur particulière de la sortie interdite à tous ceux qui fuyaient, déjà enflammés ou près de l'être, par un portillon spécialement aménagé pour ne s'ouvrir que vers l'intérieur, et pour se bloquer après le passage de chaque individu : il s'agissait d'éviter que quelqu'un puisse entrer sans payer. La pancarte des parents des victimes manifestant un mois plus tard sur place : « Ils ont payé pour entrer, ils devaient pouvoir sortir » semble une évidence en termes humains ; mais il convient de ne pas oublier qu'elle ne l'est pas du point de vue de l'économie politique, et entre ces deux projets la question est seulement de savoir qui sera le plus fort, voilà tout. En effet, *entrer et payer* est la nécessité absolue du système marchand, la seule qu'il veuille et la seule dont il se préoccupe. Entrer sans payer, c'est le mettre à mort. Se plaire ou non à l'intérieur du guet-apens climatisé, voilà tout ce qui n'a pour lui nulle importance, et pas même de réalité. À Saint-Laurent-du-Pont l'insécurité des gens n'était que le sous-produit peu encombrant, la même monnaie, l'à-côté négligeable de *la sécurité de la marchandise*.

Mais tout ceci - que ce soit une classe qui se trouve responsable de tels accidents - est banal, encore qu'en ce moment les hommes commencent à trouver étonnantes et corrigibles les banalités régnantes qui les mutilent et qui les tuent. Cependant l'hécatombe de Saint-Laurent-du-Pont a été plus profondément ressentie qu'une quantité d'autres catastrophes, rupture d'un barrage ou chute d'un avion. L'importance du fait, comme toujours, se lit d'abord dans les mensonges ou les réticences dont l'information spectaculaire le couvre. Personne n'a pu envisager de truquer le nombre des victimes, comme à Gdynia, à Mexico, rue Gay-Lussac. Mais, pour atténuer autant que possible la violence du fait brut, on a paradoxalement caché *le nombre des survivants*. Quelques personnes, au moment où le bûcher prit, se promenaient hors de l'édifice, quelques autres purent tout de suite franchir la porte. On n'a pas voulu *citer le chiffre précis de ceux qui ont pu sortir*, pour le mettre en face du nombre de ceux qui restèrent bloqués dedans. Ainsi beaucoup de naïfs ont pu croire qu'il y avait eu tout de même des dizaines de rescapés, voire plus. Cependant, quelque temps après, la gendarmerie menant son enquête recueillit le témoignage d'une *trentaine* de personnes ayant l'habitude de fréquenter le dancing « Cinq-Sept ». Il va de soi qu'étaient à plus forte raison compris dans ce nombre tous ceux qui y furent présents cette nuit-là. En soustrayant les six ou huit qui étaient déjà à l'extérieur, on peut conclure qu'une *dizaine*, au plus, de ceux qui étaient à l'intérieur, en sortirent. Il en brûla quinze fois plus.

En quoi cette mort en masse se différencie-t-elle de ce qui peut advenir à des groupes humains semblables rassemblés par hasard dans un grand magasin ou dans un train ? Les morts de Saint-Laurent-du-Pont étaient presque exclusivement *des jeunes*, et en majorité des garçons et des filles de seize à vingt ans. En outre, ils étaient pour la plupart des *pauvres*, des jeunes travailleurs, dont beaucoup d'enfants de travailleurs immigrés. La soirée à Saint-Laurent-du-Pont, le samedi, était un exemple du genre de vie que l'abondance marchande offre à la jeunesse et aux travailleurs : plusieurs ont des voitures, et on peut aller en groupe se payer l'entrée d'un local en toc ; y être ensemble. Ce n'était pas sortir de la solitude et de l'ennui ; mais un moment de l'ennui qui était censé être plus amusant. C'est à cette jeunesse qui n'accepte plus ses conditions d'existence que l'on offrait justement, dans l'Isère, comme salaire de son travail hebdomadaire, sa nourriture, de l'essence et les plaisirs de Saint-Laurent-du-Pont. Que voulaient-ils donc ? Ceux que l'on matraque ailleurs ont brûlé ici.

Quand la population de Saint-Laurent-du-Pont, quelques jours après, a trouvé bon de se solidariser avec son maire, momentanément sanctionné, les petites entreprises du pays ont décidé une heure de grève, mais, remarque *Le Monde* du 8-9 novembre, « dans l'entreprise la plus importante de la commune, une usine de laminage à froid (...) le personnel n'a pas été unanime (...) en outre, la pétition mise en circulation a été proposée à la signature des seuls électeurs, écartant ainsi les jeunes gens de moins de vingt et un ans. Ceux-ci ont été d'autant plus sensibles à cette discrimination que les victimes de l'incendie du « 5-7 » ont été pour la plupart des jeunes gens de moins de vingt et un ans. »

La discrimination est beaucoup plus grave, et ses causes sont profondes. Les trois journalistes du *Figaro* qui ont signé ensemble le reportage publié le 2 novembre rapportent en ces termes le témoignage d'un des rescapés, Jean-Luc Bastard, sur ce qui s'est passé à la porte : « On a tout fait pour en sauver le plus possible. On tirait les bras et les jambes qui étaient là devant nous. Avec nos vestons trempés dans le ruisseau proche du dancing, nous avons étouffé les flammes sur les vêtements de ceux que nous parvenions à dégager. Des automobilistes se sont arrêtés sur le bord de la route et nous ont regardé. *Certains se sont amusés et riaient de nous voir faire, refusant de participer au secours.* Il n'y en a que deux ou trois qui nous ont aidés. » (*Souligné par nous.*)

Quand d'autres journaux ont cité ultérieurement ce témoin, ce qu'il a dit des automobilistes qui refusaient de secourir ces jeunes gens et riaient de les voir brûler a été, comme par hasard, *supprimé*. C'était pourtant, de bien loin, l'information la plus sensationnelle. Le journalisme moderne sait sacrifier les impératifs étroitement professionnels pour soutenir les intérêts généraux de la société qui le produit ; et le feu appelle le feu. En tout cas, on voit que les journalistes méritent peu le blâme, rapporté par *Le Monde* du 10 novembre en style particulièrement malheureux, « d'avoir échauffé les esprits ». Les automobilistes de la région savaient bien que ce funèbre dancing était un lieu de consommation de la jeunesse- donc des voyous drogués, de la pègre paresseuse- et ceux des adultes qui ont renoncé à la vie- bien plus nombreux que les capitalistes et les quelques couches sociales privilégiées : toutes les victimes du système qui estiment qu'il ne leur reste plus, comme être

et propriété, *que l'aliénation* à laquelle ils se sont identifiés, détestent furieusement la jeunesse : ils l'envient d'être plus libre qu'eux (tout porte à croire que la majorité des électeurs sont également monogames) et de moins *courber la tête*. Cette haine de la jeunesse, qui n'est qu'une figure passagère de la haine plus motivée qui est en train de réapparaître avec le retour de la lutte de classe, atteint cependant, parce que *la totalité* des aspects de la vie va être cette fois explicitement mise en jeu dans la révolution, une violence inconnue au temps où une illusion de communauté nationale ou humaine était encore ressentie entre des classes en conflit. Un bourgeois contemporain de Thiers eût sans doute secouru un ouvrier sortant en flammes d'un bâtiment qui brûle. Beaucoup de colons d'Afrique du Nord, au moins jusqu'aux années 50, l'eussent fait pour un Arabe. Mais la haine qu'inspire en ce moment la jeunesse est d'une qualité tout à fait exceptionnelle. Et ceci ne provient que très superficiellement de la propagande gouvernementale diffusée dans ce but par les *mass media*. Les résignés de l'automutilation ne détestent pas les affirmations révolutionnaires de la jeunesse parce qu'ils seraient faussement informés à leur propos par le spectacle ; mais bien plus profondément *parce qu'ils sont spectateurs*. À l'excellente formule qu'un groupe de jeunes révolutionnaires a énoncée depuis lors – « Nous ne sommes pas contre les vieux, mais contre ce qui les a fait vieillir » -, les résignés pourraient répondre sincèrement, s'ils l'osaient : « Nous ne sommes pas contre les jeunes mais contre ce qui les fait vivre. » Dans ce qui s'est passé à Saint-Laurent-du-Pont, comme depuis dans la photo, affichée sur les murs de Paris, du visage détruit de Richard Deshaies ; on peut lire déjà, évident comme un pavé ou une charge de C.R.S., le climat de la guerre civile.

La violence a toujours existé dans la société de classes, mais l'actuelle génération révolutionnaire a seulement commencé à refaire voir, dans les entreprises et dans les rues, que la violence peut exister *des deux côtés* : d'où le scandale et les inquiétudes télévisées du gouvernement. Le prolétariat et la jeunesse savent maintenant qu'ils font peur ; et les jeunes ouvriers, au C.E.T. comme à l'usine, sont les plus jeunes des jeunes et les plus prolétaires des prolétaires. Parce qu'ils font peur, on les pourchasse. Et par cela même, ils doivent apprendre à faire peur plus efficacement, à vaincre leurs adversaires. À Saint-Etienne, à La Courneuve, des cafetiers les abattent. Il s'agit chaque fois de « leur donner une leçon » ; et c'est effectivement une leçon que, par dizaines de milliers, ils méditent. Les rescapés de Saint-Laurent-du-Pont restaient trop peu nombreux, et trop accablés du coup, pour continuer à s'en prendre au propriétaire survivant du dancing, après avoir de prime abord, dans une juste colère, fait mine de lyncher le profiteur. S'ils l'avaient fait, on eût sans doute enregistré bien des blâmes dispensés par les journalistes de gauche et les bureaucrates trotskistes. Pourtant, comme dit une chanson de la vieille Révolution française, à propos du massacre du gouverneur de la Bastille : « Comment peut-on trouver du mal à ça. »

Il y a bien cent ans que la jeunesse n'a pas été si résolue à détruire le vieux monde, et jamais dans l'histoire elle n'a été *si intelligente*. (La *poésie* qui est dans l'I.S. peut être lue maintenant par une jeune fille de quatorze ans ; sur ce point le souhait de Lautréamont est comblé). Mais finalement ce n'est pas la jeunesse, en tant qu'état passager, qui menace l'ordre social : c'est la critique révolutionnaire moderne, en actes et en théorie, dont l'expansion rapide se manifeste partout à dater d'un moment historique que nous venons de vivre. Elle commence dans la jeunesse d'un moment, mais elle ne vieillira pas. Le phénomène qui s'amplifie chaque année, n'a rien de cyclique : il est cumulatif. C'est l'histoire qui est aux portes de la société de classes, c'est sa mort. Ceux qui répriment la jeunesse se défendent en réalité contre la révolution prolétarienne et cet amalgame les condamne. La panique fondamentale des propriétaires de la société en face de la jeunesse est fondée sur un froid calcul, tout simple mais que l'on voudrait garder caché derrière l'étalage de tant d'analyses stupides et d'exhortations pompeuses : d'ici douze à quinze ans seulement, les jeunes seront adultes, les adultes seront vieux, les vieux seront morts. On conçoit aisément que les responsables de la classe au pouvoir ont absolument besoin de renverser en peu d'années, *la baisse tendancielle de leur taux de contrôle sur la société*. Et ils commencent à penser qu'ils ne la renverseront pas.

Tapuscrit inédit de 7 pages rédigé en 1971 pour le n°13 de la revue *I.S* qui ne parut jamais.